



Preuve du respect des conditions de participation

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR attestant du respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs, des conditions de travail, des obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées la loi sur le travail au noir (LTN), de l'égalité salariale entre femmes et hommes, du droit de l'environnement et des dispositions visant à éviter la corruption, ainsi que du paiement des impôts et des cotisations sociales

Numéro du projet / titre du projet / nom du projet :

Nom de l'adjudicateur :

Je confirme / Nous confirmons par la présente, en tant que personne(s) habilitée(s), que le soumissionnaire¹

Nom et forme juridique :	
Numéro d'identification d'entreprise (IDE / attribué aux soumissionnaires suisses) :	
Adresse professionnelle :	
Interlocuteur (nom, fonction) :	
Numéro de téléphone :	Adresse électronique :
Nombre de collaborateurs (apprentis non compris) :	

ainsi que les sous-traitants auxquels il fait appel durant la procédure d'adjudication et l'exécution du mandat confié respectent les règles suivantes :

1. Pour les prestations à fournir en Suisse :

- les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail déterminantes au lieu d'exécution de la prestation ;
- les obligations en matière d'annonce et d'autorisation visant à lutter contre le travail au noir ;
- les dispositions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles en vigueur au lieu de la prestation ;
- les dispositions visant à éviter la corruption (notamment les dispositions prévues dans le code pénal suisse, la loi fédérale contre la concurrence déloyale et la loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence) ;
- les dispositions relatives à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes.

Les soumissionnaires qui emploient 100 employés ou plus (apprentis non compris) doivent en outre fournir un justificatif attestant de la manière dont le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes a été vérifié :
<input type="checkbox"/> analyse de l'égalité des salaires au moyen de l'outil d'analyse standard de la Confédération (Logib) (joindre la preuve Logib)
<input type="checkbox"/> contrôle étatique de l'égalité salariale entre femmes et hommes par <input type="checkbox"/> Confédération <input type="checkbox"/> Canton <input type="checkbox"/> Ville/commune (joindre la confirmation de contrôle)
<input type="checkbox"/> contrôle par un organe indépendant conformément à la loi sur l'égalité (LEg) (joindre le rapport conformément à la loi sur l'égalité)
L'analyse de l'égalité salariale se base sur le mois de référence suivant : _ _ . _ _ _ (MM/AAAA)
Remarque : indépendamment du nombre d'employés, des contrôles visant à vérifier l'égalité salariale entre femmes et hommes demeurent expressément réservés ² .

¹ Nom et adresse de l'entité juridique propre la plus petite. Par « entité juridique propre », on entend une unité d'exploitation dotée d'une forme juridique propre (par ex. une SA, une SàRL, ou encore une société-fille). Ne sont pas considérés comme tels les établissements stables, les succursales, les agences, les filiales, les business units, etc. dans la mesure où ils ne sont pas dotés d'une forme juridique propre.

² Voir les lignes directrices du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) relatives au contrôle du respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes dans les marchés publics de la Confédération.

2. Pour les prestations à fournir à l'étranger :

- au minimum les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT ; voir ch. 1.2, p. 3) ; si le droit en vigueur au lieu d'exécution est plus strict, il prime ;
- si l'adjudicateur le demande, d'autres normes internationales importantes relatives au travail, à savoir les principes inscrits dans d'autres conventions de l'OIT tels que ceux en lien avec la protection de la santé et la sécurité au travail, à condition que la Suisse les ait ratifiées ;
- le droit de l'environnement applicable au lieu d'exécution et les conventions internationales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles mentionnées à l'annexe 2 de l'ordonnance sur les marchés publics (OMP ; RS 172.056.11).

3. Pour les prestations à fournir en Suisse et/ou à l'étranger :

Je déclare / Nous déclarons en outre que le soumissionnaire et les sous-traitants auxquels celui-ci fait appel :

- n'ont pas conclu et ne concluront pas d'accords illicites affectant la concurrence durant le processus d'adjudication ou l'exécution du mandat attribué ;
- ne font pas l'objet d'une exclusion entrée en force des futurs marchés publics pour une durée allant jusqu'à cinq ans³ ;
- ne font pas l'objet d'une condamnation entrée en force pour cause de non-respect important ou répété des obligations en matière d'annonce et d'autorisation prévues dans la législation sur les assurances sociales ou le droit des étrangers⁴ ;
- ne figurent pas sur la liste de sanctions d'une institution financière multilatérale⁵ pour cause de corruption ;
- ont payé les impôts et les cotisations sociales exigibles (y compris les cotisations de sécurité sociale).

J'ai pris / Nous avons pris connaissance des **informations pour les soumissionnaires** ci-après.

Information juridique : le fait de fournir délibérément des informations fausses ou trompeuses dans ce formulaire peut entraîner des sanctions administratives telles que des conséquences en matière de droit des marchés publics.

Lieu et date :

Prénom et nom :

Signature(s) :

*Ce document ainsi que les justificatifs doivent être adressés à l'**adjudicateur**.*

³ Voir l'art. 44, al. 1, let. c, e et j, l'art. 44, al. 2, let. b, f, et g, et l'art. 45 LMP (RS 172.056.1) et l'art. 25, al. 4, OMP (RS 172.056.11).

⁴ Art. 13, al. 1, LTN.

⁵ Cela comprend les institutions financières suivantes : Groupe de la banque africaine de développement, Asian Development Bank, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque interaméricaine de développement, Banque mondiale.

Respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs, des conditions de travail, des obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées dans la LTN, de l'égalité de salaire entre femmes et hommes, du droit de l'environnement et des dispositions visant à éviter la corruption

Informations pour les soumissionnaires

1. Bases légales

Le respect des dispositions légales mentionnées dans la déclaration du soumissionnaire constitue une condition générale de participation obligatoire (art. 12 LMP). Les bases légales de cette déclaration figurent à l'art. 26 en relation avec l'art. 12 de la loi sur les marchés publics (LMP ; RS 172.056.1) et l'art. 4, al. 2, de l'ordonnance sur les marchés publics (OMP ; RS 172.056.11).

1.1 Pour les prestations à fournir en Suisse

Pour les prestations à fournir en Suisse, les soumissionnaires respectent les dispositions suivantes applicables sur le lieu de la prestation :

- les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail, y compris les dispositions impératives du code des obligations (CO ; RS 220), les dispositions de la loi sur le travail (LTr ; RS 822.11) et de ses ordonnances d'exécution, ainsi que les dispositions relatives à la prévention des accidents (LAA ; RS 832.20 et ses ordonnances d'exécution), et les dispositions relatives à la prévention des accidents et des maladies professionnels (voir RS 822.5) ;
- les obligations en matière d'annonce et d'autorisation relatives au droit des assurances sociales, des étrangers et de l'imposition à la source, conformément à la loi du 17 juin 2005 sur le travail au noir (LTN ; RS 822.41), ainsi que les dispositions relatives à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes (loi du 24 mars 1995 sur l'égalité [LEg] ; RS 151.1) ;
- les dispositions salariales et d'autres dispositions du droit du travail prévues par les conventions collectives de travail et les contrats-types de travail ou, lorsque ces instruments font défaut, les conditions de rémunération et de travail usuelles dans la région, la profession et la branche ;
- les dispositions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles (art. 12, al. 3, LMP), ce qui exige le respect du droit suisse de l'environnement. Ce dernier est constitué de diverses lois et ordonnances, notamment la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE ; RS 814.01), la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux ; RS 814.20), la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN ; RS 451), la loi sur les forêts (LFo ; RS 921.0), la loi sur les produits chimiques (LChim ; RS 813.1) ainsi que leurs ordonnances d'exécution ;
- les dispositions visant à éviter la corruption, notamment celles du code pénal suisse (CP ; RS 311.0), de la loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD ; RS 241) et de la loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (LCart ; RS 251).

1.2 Pour les prestations à fournir à l'étranger

L'adjudicateur n'adjudge les marchés qu'à des

soumissionnaires qui garantissent au moins le respect des conventions fondamentales suivantes de l'OIT⁶ (art. 12, al. 2, et annexe 6 LMP) :

- Convention n° 29 du 28 juin 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire (RS 0.822.713.9) ;
- Convention n° 87 du 9 juillet 1948 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (RS 0.822.719.7) ;
- Convention n° 98 du 1^{er} juillet 1949 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (RS 0.822.719.9) ;
- Convention n° 100 du 29 juin 1951 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (RS 0.822.720.0) ;
- Convention n° 105 du 25 juin 1957 concernant l'abolition du travail forcé (RS 0.822.720.5) ;
- Convention n° 111 du 25 juin 1958 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (RS 0.822.721.1) ;
- Convention n° 138 du 26 juin 1973 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (RS 0.822.723.8) ;
- Convention n° 182 du 17 juin 1999 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (RS 0.822.728.2), et

le respect au droit fondamental à un environnement de travail sûr et salubre ainsi que les obligations qui en découlent (Convention fondamentale n° 155 du 22 juin 1981 concernant la sécurité et la santé des travailleurs; Convention fondamentale n° 187 du 15 juin 2006 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail)⁷.

L'adjudicateur peut en outre exiger le respect d'autres normes du travail importantes. Cela comprend les principes inscrits dans d'autres conventions de l'OIT, à condition que la Suisse les ait ratifiées (conformément à l'art. 12, al. 2, LMP en relation avec l'art. 4, al. 2, OMP) ; cela inclut les éventuelles obligations suivantes pour les soumissionnaires de :

- accorder à leurs employés un repos hebdomadaire d'au moins 24 heures (selon la convention n° 14) et un minimum de trois semaines de congés payés par année (selon la convention n° 132) ;
- respecter les temps de repos dans les transports routiers (selon la convention n° 153) ;
- afin d'éviter autant que possible les accidents, les maladies et les menaces sanitaires professionnels, mettre en œuvre et respecter les mesures appropriées spécifiques à la branche, dont les prescriptions en matière de protection contre les radiations ionisantes (selon la convention n° 115), de protection des

⁶ Même s'ils n'ont pas ratifié les conventions fondamentales concernées, tous les États membres sont tenus, du seul fait de leur appartenance à l'OIT, de respecter, de promouvoir et de mettre en œuvre, de bonne foi et conformément à la Constitution, les principes relatifs aux droits fondamentaux qui font l'objet desdites conventions.

⁷ Cela signifie, par exemple, que, dans la mesure où cela est raisonnablement et pratiquement réalisable, les postes de travail, les machines, les matériaux et les méthodes de travail sous le contrôle de l'employeur doivent être conçus de manière à ne présenter aucune atteinte à un environnement de travail sûr et salubre. En outre, des vêtements et des équipements de protection adaptés doivent être fournis, si nécessaire, afin d'éviter les accidents ou les effets préjudiciables à la santé, dans la mesure où cela est raisonnablement et pratiquement possible. Enfin, les travailleurs sont habilités à être consultés sur les mesures de protection de la santé et de la sécurité au travail.

machines (selon la convention n° 119), de protection contre les risques dus au benzène (selon la convention n° 136), de protection contre les substances cancérigènes (selon la convention n° 139), de sécurité dans l'utilisation de l'amiante (selon la convention n° 162) et d'hygiène dans les établissements commerciaux et les bureaux (selon la convention n° 120) ;

- ne pas occuper les jeunes gens de moins de dix-huit ans ainsi que les femmes enceintes ou allaitantes à des travaux comportant l'exposition au benzène ou à des produits en renfermant (selon la convention n° 136) ;
- garantir une protection de la maternité adéquate (selon la convention n° 183) ;
- respecter l'interdiction du travail de nuit pour les enfants (selon la convention n° 6).

Dans le cadre de la fourniture de prestations à l'étranger, il est en outre nécessaire de respecter, en plus du droit de l'environnement applicable au lieu d'exécution, les accords suivants (art. 12, al. 3, LMP en relation avec l'art. 4, al. 3, OMP ; annexe 2 OMP) :

- Convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone (RS 0.814.02) et Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (RS 814.021), adopté dans le cadre de ladite convention ;
- Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (RS 0.814.05) ;
- Convention de Stockholm du 22 mai 2001 sur les polluants organiques persistants (RS 0.814.03) ;
- Convention de Rotterdam du 10 septembre 1998 sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international (RS 0.916.21) ;
- Convention du 5 juin 1992 relative à la diversité biologique (RS 0.451.43) ;
- Convention-cadre des Nations Unies du 9 mai 1992 sur les changements climatiques (RS 0.814.01) ;
- Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (RS 0.453) ;
- Convention du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (RS 0.814.32) et les huit protocoles conclus par la Suisse dans le cadre de cette convention.

2. Sous-traitants

Les soumissionnaires obligent contractuellement les sous-traitants auxquels ils font appel à respecter les exigences mentionnées au ch. 1 relatives aux conditions de travail, aux dispositions relatives à la protection des travailleurs, aux obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées dans la LTN, à l'égalité salariale, au droit de l'environnement et à la prévention de la corruption (art. 12, al. 4, LMP).

À cette fin, les soumissionnaires peuvent, par exemple, leur faire signer une déclaration ad hoc qui devra être présentée à l'autorité de contrôle le cas échéant.

3. Contrôles

L'adjudicateur se réserve le droit de contrôler en tout temps, directement ou par l'intermédiaire de tiers qualifiés, le respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs et des conditions de travail (y compris celles des conventions fondamentales de l'OIT), d'autres normes internationales importantes relatives au

travail, des obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées dans la LTN, de l'égalité salariale entre femmes et hommes, du droit de l'environnement ainsi que des dispositions visant à éviter la corruption, à moins que ce contrôle n'ait été confié à une autorité instituée par une loi spéciale ou à une autre instance compétente (art. 12, al. 5, LMP).

Pour les besoins de ces contrôles, l'adjudicateur peut fournir à l'autorité ou à l'organe de contrôle compétents les informations nécessaires et mettre des documents à leur disposition. Sur demande, les soumissionnaires et les sous-traitants doivent produire les preuves exigées. En signant la déclaration, les soumissionnaires et les sous-traitants déclarent avoir pris connaissance du fait que l'adjudicateur ou un tiers mandaté par ce dernier peut effectuer un contrôle au sens de l'art. 12, al. 5, LMP.

N. B. : lors d'un contrôle des conditions de travail et des dispositions relatives à la protection des travailleurs, chaque point défini dans le contrat de travail est examiné séparément. La violation d'une disposition dans un domaine donné ne peut pas être compensée par le dépassement de la norme minimale dans un autre domaine.

4. Preuve relative au respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes

L'évaluation de l'égalité salariale entre femmes et hommes incombe au Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG), qui édicte des lignes directrices en la matière. L'adjudicateur peut transmettre au BFEG les déclarations ainsi que les preuves relatives au respect de l'égalité salariale fournies par les soumissionnaires (art. 4, al. 1, OMP).

Les soumissionnaires qui emploient 100 personnes ou plus (apprentis non compris) doivent en outre apporter la preuve de l'égalité salariale entre femmes et hommes. Le contrôle doit être effectué au moyen de données salariales obtenues au plus tôt 48 mois avant la signature de la présente déclaration (mois de référence). À cet effet, il est possible d'utiliser l'outil d'analyse standard de la Confédération (Logib, voir www.logib.ch).

La Confédération met à disposition une assistance téléphonique gratuite (0800 55 99 00) pour l'outil d'analyse standard (Logib).

5. Obligation de collaborer, sanctions

Les soumissionnaires et leurs sous-traitants sont tenus de fournir gratuitement les données et les documents nécessaires aux contrôles.

L'adjudicateur peut exclure un soumissionnaire de la procédure d'adjudication, le radier d'une liste ou révoquer une adjudication (art. 44, al. 2, let. f et g en relation avec l'art. 44, al. 1, LMP), si le soumissionnaire, un de ses organes, un tiers auquel il fait appel ou un organe de ce dernier ne respecte pas les dispositions sur la protection des travailleurs, les conditions de travail, les obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées dans la LTN, les dispositions relatives à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes ou les dispositions du droit suisse de l'environnement. Toute violation grave des conditions de participation peut entraîner l'exclusion des futurs marchés d'un soumissionnaire pour une durée maximale de cinq ans (art. 45, al. 1, LMP).

6. Absence d'obligation d'adhérer à une CCT

Les services d'achat publics n'exigent pas des soumissionnaires qu'ils adhèrent à une CCT non étendue. Seul le respect des dispositions de la CCT

relatives au contrat de travail (y compris le salaire) est exigé, afin d'éviter toute distorsion de la concurrence entre les soumissionnaires.

Modification de la CCT ?

Si les partenaires sociaux concluent une nouvelle CCT, les contrôles portent sur les dispositions de cette dernière qui concernent le contrat de travail.

Vous avez des questions ? Nous vous prions de prendre contact avec la Conférence des achats de la Confédération (CA), Fellerstrasse 21, 3003 Berne.
Adresse électronique : bkb@bbl.admin.ch. Pour de plus amples informations concernant les marchés publics de la Confédération : www.beschaffung.admin.ch